

« Bref, c'est la galère » : en Île-de-France, la rentrée sans manuels scolaires inquiète

À la place, la Région propose un accès à une plateforme de contenus numériques libres de droits, mais livrés de manière éparse, sans fil conducteur. Un basculement qui interroge parents et professeurs.

La fin du manuel scolaire est-elle proche ? C'est le sentiment qui domine dans les lycées publics d'Île-de-France. Cette semaine, la majorité des élèves de seconde, première et terminale de la région parisienne ont fait leur rentrée sans manuels scolaires. À la place : un accès à un agrégat de contenus numériques éclatés et libres de droits proposés sur une plateforme unique baptisée Pearltrees.

« L'idée est de permettre aux enseignants de piocher dans ces contenus variés - textes, images, sons, vidéos, quiz, exercices, etc. - et de les agréger ensemble, grâce à l'intelligence artificielle, pour constituer leur cours comme ils le souhaitent, de manière interactive », indique James Chéron, vice-président du conseil régional d'Île-de-France, qui a opté pour le portail Pearltrees à l'issue d'un appel d'offres de 18 millions d'euros passé en 2023. À LIRE AUSSI [Comment s'organise l'opération « Portable en pause », qui divise les professeurs en cette rentrée](#)

Certains professeurs s'en sont très vite emparés. « Cela permet de travailler de manière plus ludique et interactive avec les élèves, mais aussi de leur proposer des QCM pour vérifier qu'ils ont bien compris le cours, et éventuellement de revenir sur certains points avant de poursuivre la leçon », témoigne ainsi une enseignante de physique-chimie de l'académie de Créteil. Selon la Région, 86 % des professeurs auraient, comme elle, un compte Pearltrees et près de 50 millions de contenus auraient été créés.

Des éditeurs vent debout

Sur le terrain, pourtant, les critiques sont nombreuses. « Ce n'est pas parce que vous avez un compte ou que vous avez testé un soir cette plateforme que vous êtes un utilisateur régulier », fait remarquer Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur (Snalc) et professeur de lettres au lycée Auguste-Renoir à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine). « La réalité, c'est que les collègues sont très peu à utiliser cette solution », constate de son côté Carole Zerbib, proviseure du lycée professionnel Nicolas-Louis-Vauquelin à Paris et membre du Syndicat des personnels de direction (SNPDEN).

Ce que confirment les éditeurs de manuels scolaires, vent debout contre le choix de la Région présidée par Valérie Pécresse. Selon un sondage commandé à OpinionWay par l'association les Éditeurs d'éducation, qui fédère vingt-sept maisons d'édition de manuels scolaires, les enseignants attribuent à Pearltrees une note de recommandation de 3,7/10 en moyenne. « S'ils le pouvaient, 69 % des enseignants retourneraient vers le manuel papier. Et 54 % vers le manuel numérique, qui a l'avantage des contenus enrichis tout en proposant un fil rouge aux élèves », indique Agnès Botrel, directrice des éditions Magnard chez Albin Michel.

Une école « sans boussole, réduite à du scroll »

Ce « fil rouge », c'est précisément ce dont manque la solution libre de droits proposée par Pearltrees, précise Guillaume Montégudet, directeur du pôle éducation et formation d'Humensis : « Les élèves se retrouvent livrés à eux-mêmes face à une sorte de puzzle éclaté sans structure ni cohérence. » Ceux qui ont des facilités peuvent s'en sortir, mais ceux qui ont déjà des difficultés risquent d'être perdus. Idem pour les parents, qui n'ont plus de bases pour aider leur enfant à la maison. Or le livre est un lien précieux - souvent le seul - entre l'élève, ses parents et l'enseignant.

Les éditeurs ne sont pas seuls à afficher leur inquiétude. « C'est l'école sans boussole, réduite à du scroll », s'émuvaient cette semaine dans [Le Monde](#) plus de 500 enseignants, chercheurs, écrivains et éditeurs, parmi lesquels Sorj Chalandon, Aurélie Filippetti, Stéphane Bern ou encore Mark Sherringham, président du Conseil supérieur des programmes.

Les professeurs mal à l'aise

Les professeurs, eux, mettent en avant des difficultés d'ordre pratique. Certes la Région offre des ordinateurs portables à l'ensemble des élèves de seconde et ces derniers sont configurés pour offrir aux adolescents un accès direct à Pearltrees et ses contenus libres de droits. Certes les 474 lycées publics de la région ont été raccordés au wi-fi, et des tableaux numériques interactifs ont été installés dans la plupart des salles de classe.

Mais les prises manquent pour charger les ordinateurs. Les tables ne permettent pas toujours aux élèves de faire cohabiter un cahier et un ordinateur. Et la connexion Internet ne passe pas toujours les murs épais des établissements scolaires. « Bref, c'est la galère », résume un enseignant de mathématiques qui se retrouve, faute de manuel et d'accès au portail de la Région, à demander aux élèves de se connecter à une autre plateforme d'exercices via leur téléphone portable. « C'est contraire au règlement intérieur, mais il faut bien que j'aie une base de travail », plaide-t-il.

Alors que [l'Éducation nationale tente de réguler l'utilisation des téléphones portables](#) et des réseaux sociaux dans ses établissements, beaucoup d'enseignants pointent une initiative « à contre-courant de l'air du temps » et « néfaste pour les apprentissages ». « Les ordinateurs sont censés être bridés. Mais il ne faut pas longtemps aux élèves pour détourner toutes les sécurités. J'en ai surpris en train de jouer ou de regarder des vidéos sur YouTube au lieu de travailler », témoigne Jean-Rémi Girard. Et le professeur de lettres de rappeler l'intérêt pour l'apprentissage et la mémorisation de pouvoir entourer, gribouiller, raturer avec un papier et un stylo : « C'est la base de ma pratique ! »

Un basculement fait sans concertation

D'autres pointent un manquement à la liberté pédagogique. « On est censé pouvoir choisir notre manière d'enseigner », soupire un professeur d'anglais du lycée Marcelin-Berthelot de Saint-Maur-des-Fossés. Or, dit-il, ce basculement vers le tout numérique est fait de manière unilatérale par la Région, sans consultation des enseignants, des élèves et de leurs familles.

« Les professeurs ne sont pas obligés d'utiliser ce portail », défend James Chéron, à la Région. « Nous avons consulté les lycées en 2019 pour savoir s'ils préféraient rester sur des manuels papier ou s'ils voulaient un accès aux manuels numériques. En ce qui concerne les 50 % d'établissements qui ont fait le choix de manuels papier, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de racheter des livres tant que les programmes n'ont pas changé. Et pour ceux qui ont opté pour des manuels numériques, nous n'avons tout simplement pas renouvelé les licences qui n'étaient pas utilisées par les élèves. »

Si le budget a été réduit de 75 %, c'est donc parce que 75 % des licences accordées l'année dernière n'étaient pas utilisées. « C'est une mesure que nous avons prise en faveur de l'égalité des chances, mais la Région n'est absolument pas obligée de le faire », dit-il encore, précisant que 100 millions d'euros ont été dépensés par la Région depuis 2019 pour l'achat de manuels - papier et numériques - à la place des familles.

Système D

Mais difficile pour les proviseurs de revenir en arrière. « Je suis dans une zone très défavorisée. Je ne me vois pas demander aux familles de mettre la main à la poche pour acheter des manuels scolaires », confie un chef d'établissement de Seine-Saint-Denis. Alors, dans son établissement comme ailleurs, c'est le système D qui prévaut : vieux manuels scolaires, ressources en ligne, et surtout photocopies. « Notre budget papier a explosé. Nous en sommes à 1 million de photocopies par an. Cela représente en réalité deux pages par élève et par matière par semaine », indique de son côté Nicolas Bray, proviseur du lycée Fénelon à Paris et secrétaire académique du SNPDEN. Et s'il lui arrive d'acheter des manuels sur les fonds propres de son établissement, c'est grâce à la débrouille également. « Nous avons un peu de trésorerie, car nous louons notre gymnase. Mais à 30 euros le manuel scolaire en moyenne, on ne peut pas faire de folie et on se limite au strict minimum », explique-t-il. Cette année, les élèves de seconde, qui ont un nouveau programme en anglais, étaient prioritaires. Mais l'année prochaine, il faudra fournir de nouveaux manuels aux élèves de première et de terminale. Pour les professeurs, c'est une évidence, il faudra faire des choix.